

Le bilan du programme 2004-2008 du Cnis

Statistiques régionales et locales



Le bilan du programme 2004-2008 du Cnis

- › Les investissements lourds réalisés
- › Les demandes adressées à la statistique publique
- › Points marquants sur les domaines du ressort de la formation SRL
- › Quelques perspectives

Des investissements lourds

- › Le recensement de la population : la fin très attendue du cycle quinquennal
- › La refonte des grands répertoires
- › Utilisation des sources administratives
- › La diffusion gratuite via l'internet
 - **L'accès aux fichiers pour les chercheurs**

Et encore ...

- › L'observation des prix s'améliore

La diffusion gratuite via l'internet

- › Insee et services statistiques ministériels ont généralisé l'accès gratuit via l'internet
 - Mais plusieurs producteurs d'information administrative sont en retrait
- › Ouverture du site de la statistique publique
 - qui méconnaît les sources régionales et locales
- › L'accès aux métadonnées reste à améliorer

Nouvelles demandes adressées à la statistique publique

- › Les initiatives européennes concernent moins SRL que d'autres formations
- › Prégnance des besoins régionaux et locaux
 - À un moindre degré ... pour le moment
- › Évaluation des politiques publiques
 - (au moins au niveau de l'État)
- › Développement durable
- › Globalisation

Points marquants sur les domaines du ressort de la formation SRL

- › La vague de décentralisation de 2004
- › Vers des systèmes d'information partagés
- › Imminence du régime permanent du RP
- › Succès pour l'information sur les finances des collectivités
- › Avancées sur l'activité dans les territoires et sur leur attractivité

La vague de décentralisation de 2004

- › Concerne notamment la politique sociale
 - Mais aussi le réseau routier, l'éducation,...
- › Les conseil généraux en première ligne pour mettre en œuvre les politiques de solidarité
- › Retards des décrets définissant les obligations de production d'information par les collectivités
- › Multiplicité des acteurs et financeurs
 - En particulier la Cnaf reste l'opérateur d'actions dont la maîtrise est dévolue aux conseils généraux

Le chemin vers des systèmes d'information partagés

- › Quelques ministères, les organismes sociaux, l'Insee et plusieurs collectivités s'emploient à ordonner et diffuser l'information
- › Leurs réalisations actuelles sont peu reliées entre elles, et risquent de le rester
 - Différences des champs observés, des référentiels sociaux et géographiques ...
- › Les utilisateurs doivent parfois passer par l'intermédiation de personnels habilités

Vers des systèmes d'information *mieux* partagés

- › Évaluer les réalisations (ressenti des utilisateurs, coût/efficacité)
- › Géoréférencer l'information locale (Iris, RGE, RIL)
- › Au-delà de la gestion, qualifier les sorties des dispositifs de solidarité, caractériser les populations cibles et pas seulement les clients des dispositifs
- › Partager et diffuser la compétence statistique
- › Partager et appliquer des principes sur le caractère public, publiable des données et méta-données, et sur leur accessibilité

Imminence du régime permanent du recensement de la population

- › Des attentes très fortes
- › Anticiper les risques d'incompréhension et de controverses sur les chiffres publiés
 - Le travail statistique sur les données d'enquête
 - Les options de diffusion et de tarification
 - => Poursuivre le travail d'**explication** et de **communication**
- › Actualisation des découpages territoriaux
 - Simple redécoupage selon les catégories actuelles vs nouvelles catégories rendant mieux compte de l'étalement urbain croissant, de la double résidence, de l'immigration résidentielle dans le rural profond...

Succès pour l'information sur les finances des collectivités

- › Cohérence et comparabilité grâce aux référentiels comptables de la comptabilité publique
- › Réalisation en 2005 du guide des finances locales
- › Part croissante du canal des EPCI dans les dépenses des collectivités
 - Leur périmètre fluctuant compromet les comparaisons temporelles
- › Prolongement avec la mesure des dépenses de l'État à l'échelle territoriale

Avancées sur l'activité dans les territoires et sur leur attractivité

- › Les produits que l'Insee met en place
 - ESL : espace statistiques locales
 - Estel : estimation d'emploi localisé
 - Clap : connaissance locale de l'appareil productif
 - BPE : base permanente des équipements
 - Établi et entretenu à partir de sources administratives
 - Prend le relais de l'inventaire communal, non réalisé
- › Au-delà de la diversité des territoires, progresser vers la connaissance de leurs complémentarités et de leurs inter-relations

Progresser encore

- › Renforcer le dialogue et la concertation
 - Avec les autres formations du Cnis
 - Avec des CRIES plus nombreux
 - Entre tous les producteurs, nationaux et locaux, tous les utilisateurs et toutes les parties prenantes
 - En tirant les enseignements des succès et des insuccès
- › Dès que nécessaire, passer de la concertation à la coordination et à l'articulation entre les systèmes d'information
- › Veiller à ce que les utilisateurs s'approprient l'information

Merci de votre attention

